

## Corne de l'Afrique – Djibouti

Par le SE d'Addis Abeba



### Structure de l'économie djiboutienne

*L'économie djiboutienne est portée par les services, qui se déclinent principalement dans le secteur du transport et de la logistique, du fait de la position stratégique du pays. Sa croissance dépend donc fortement des facteurs externes, notamment de la situation en Éthiopie, premier importateur de biens transitant par le port de Djibouti, mais également des répercussions des tensions en mer Rouge, qui contraignent de nombreux armateurs à contourner la route habituelle du canal du Suez passant par Djibouti. Le pays a souhaité entamer sa diversification de son économie dans le cadre de sa « Vision 2035 », processus néanmoins pas encore abouti et qui laisse le pays vulnérable aux chocs extérieurs, tels que les évolutions des prix des denrées alimentaires.*

Une économie largement soutenue par les services, notamment les secteurs du transport portuaire et de la logistique

**Avec un PIB de 4,1 Md USD en 2023, Djibouti était la 11<sup>ème</sup> économie de la région AEOI (15 pays).** A l'échelle du continent africain, Djibouti est la 44<sup>ème</sup> économie (sur 54 pays). Avec légèrement plus d'un million d'habitants, le PIB/habitant, en parité de pouvoir d'achat, s'élève à 7 204 USD, niveau permettant à Djibouti d'être classé selon les critères de la Banque mondiale, depuis 1990, parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur (« PRITI »). Djibouti ne se classe cependant qu'à la 171<sup>ème</sup> place mondiale pour l'Indice de développement humain et à la 121<sup>ème</sup> pour l'indice Doing Business de la Banque mondiale (2020).

**Les services (85 % du PIB en 2023) dominent largement l'économie djiboutienne, suivis par l'industrie (14 %), l'agriculture étant pratiquement inexistante (1 %).** Le secteur des services est largement porté par les activités portuaires, qui représentent près de 70 % du PIB de Djibouti. Le pays a fortement investi dans ses infrastructures portuaires, notamment le port de Tadjourah (pour l'exportation de potasse) ou celui de Damejorg (pour l'exportation de transport d'animaux vivants et autres installations gazières). La croissance économique est également tirée par l'investissement public dans les infrastructures. Le pays a réalisé des investissements majeurs dans ses infrastructures portuaires, souvent financés par des prêts chinois. Cela inclut le port de Tadjourah pour l'exportation de potasse, le port de Damejorg dédié au transport d'animaux vivants et aux installations gazières, ainsi que le port de Goubet pour exporter le sel du lac Assal. Djibouti a également construit un nouveau terminal polyvalent, une voie ferrée reliant Addis-Abeba, un aqueduc vers l'Éthiopie, et des zones franches, bien que certains de ces projets rencontrent des difficultés opérationnelles. De nombreux secteurs sont dominés par des entreprises publiques monopolistiques, notamment les ports, les télécommunications, l'eau et la distribution d'électricité. Les entreprises publiques contribuent, selon la Banque mondiale, à hauteur de 20 % au PIB djiboutien.

**L'engagement de la diaspora à Djibouti a été historiquement faible, malgré une tendance à la hausse depuis quelques années.** Pour y remédier, la « stratégie nationale pour la diaspora » a été adoptée en février 2021. Les Djiboutiens de la diaspora ont transféré 56 MUSD en 2023, soit 1,6 % du PIB selon le projet *Diaspora for Development* financé par l'Union européenne.

Des efforts de diversification encore insuffisants dans une économie toujours confrontée à des défis structurels

**La forte dépendance économique à l'activité portuaire orientée vers l'Éthiopie rend le pays vulnérable aux chocs extérieurs.** La pandémie de Covid-19, le conflit en Éthiopie et la hausse des prix des produits de base ont affecté l'activité portuaire en réduisant le volume des échanges commerciaux et en augmentant les coûts de transport et de manutention. Le pays est aujourd'hui très dépendant de l'Éthiopie, qui représente l'écrasante majorité du volume total des marchandises passant par le port de Djibouti. La très faible part de l'agriculture laisse également le pays exposé aux cours mondiaux agricoles. En conséquence, Djibouti importe 90 % de ses besoins alimentaires, selon le Programme Alimentaire Mondial.

**Le pays affiche une volonté de diversifier son économie, mais les efforts semblent encore insuffisants.**

En 2014, une stratégie nationale pluriannuelle "Vision 2035" a été adoptée, dont la diversification était l'objectif principal. Dans le même objectif, un Fonds souverain djiboutien (FSD) a été créé en 2020 et doté de 1,5 Md USD sur 10 ans. Le Fonds a notamment investi dans le développement d'infrastructures, comme le parc solaire de 30 MW dans le désert de Grand Bara pour lequel le FSD a investi 35 MUSD aux côtés de l'entreprise émirienne Amea Power. Le FSD contribue également à la valorisation des principales industries djiboutiennes, notamment par le rachat de tous les actifs de Djibouti Télécoms. Par ailleurs, le pays a créé en 2004 des zones franches pour promouvoir le secteur industriel local. La zone franche industrielle de Damerjog, en cours de construction, qui devrait héberger des activités de raffinage de pétrole et de réparation et maintenance navale, en est un bon exemple. Pour autant, à ce stade, les zones franches n'ont pas eu d'impact significatif sur le développement industriel. Entre 2013 et 2023, la part de l'industrie dans le PIB est passée de 11 à 13 %. Par ailleurs, ces zones franches représentent aujourd'hui un manque à gagner important dans les revenus fiscaux de Djibouti, estimé à 11,6 % du PIB en 2021 selon le FMI. Enfin, elles semblent parfois utilisées pour des activités de stockage à des fins spéculatives. Le pays envisage de développer à la fois le secteur du tourisme et le secteur numérique, afin de tirer parti des neuf câbles sous-marins qui traversent son territoire.

**La croissance de l'économie djiboutienne reste freinée par le manque d'inclusivité.** Les investissements ayant été concentrés sur des projets à forte intensité en capital, comme l'activité portuaire, qui représente 70 % de la croissance du PIB, peu d'emplois ont été créés. Le taux de chômage demeure très élevé (26,3 % en 2023).

En outre, le modèle fiscal adopté par les autorités est peu redistributif. Malgré leurs revenus et bénéfices importants, les entreprises publiques ne contribuent que faiblement au budget de l'état, en raison notamment des nombreuses exemptions fiscales dont elles bénéficient<sup>11</sup>.

La pauvreté reste répandue, 22,5 % de la population vivant avec moins de 1,9 USD par jour. En parallèle, le secteur informel occupe une place toujours prépondérante dans l'économie, représentant en 2020, 25,9 % du PIB et employant 86,5 % des travailleurs, notamment dans la vente de rue de denrées alimentaires et de khat.

---

<sup>11</sup> Memorandum économique Djibouti, Banque Mondiale, janvier 2024